

ARRÊTÉ DU MAIRE
N°ST124RT2026

Objet : modification branchement ENEDIS

7 route de Soucieu et en face du 2B rue René Louis Lafforgue

Du 2 avril 2026 au 11 avril 2026

(Arrêté temporaire)

Le Maire de BRIGNAIS,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu l'ordonnance n° 58 1216 et le décret n° 58 1217 du 15 décembre 1958 relatifs à la police de la circulation routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Vu la permission de voirie n°2026-061 de la CCVG,

Vu la permission de voirie n°260043 du Département,

Vu la demande du 26 mars 2026 formulée par l'entreprise SERPOLLET,

Considérant qu'en raison des travaux de modification de branchement ENEDIS au 7, route de Soucieu et en face du 2B, rue René Louis Lafforgue réalisés par l'entreprise SERPOLLET, la circulation est modifiée et le stationnement interdit, il convient de réglementer la circulation et le stationnement afin de prévenir tout risque d'accident et d'assurer la sécurité des usagers,

- ARRÊTE -

Article 1 : circulation et stationnement

- Route de Soucieu
 - Circulation alternée par feux, lors des phases de terrassement et remblai
 - Les fouilles sont sécurisées par balisage entre les phases de chantier (terrassement – branchement – remblai)
 - La circulation est rétablie le soir
 - Horaires : 9h-16h30
 - Stationnement interdit au droit du chantier

- En face du 2B rue René Louis Lafforgue
 - Stationnement interdit sur 20 ml en face du 2 bis rue René Louis Lafforgue droit du chantier

Article 2 : période

Les travaux sont exécutés du 2 avril 2026 au 11 avril 2026.

Article 3 : signalisation

Le chantier est signalé de jour comme de nuit et la signalisation sera mise en place par l'entreprise, sous sa responsabilité. La sécurité des piétons et des automobilistes est assurée par l'entreprise. Le présent arrêté doit être affiché sur site, par l'entreprise.

L'entreprise s'engage à ne pas perturber la circulation des usagers hors des périodes de travaux effectives (la nuit, le week-end et les jours fériés). Toute dégradation qui pourrait être causée par l'occupation du domaine public sera à la charge du demandeur. Les lieux devront être remis en leur état initial.

Article 4 : accès riverains et services

L'accès riverains est maintenu. L'entreprise est tenue de veiller à maintenir l'accessibilité aux services de secours et de lutte contre l'incendie ainsi qu'aux services de police. Le service de ramassage des ordures ménagères est autorisé à passer. Le responsable des travaux devra laisser l'accès aux véhicules de collecte de déchets (la largeur restant sur le domaine public de 3 m de large sur une hauteur de 3 m 50) ou à défaut apporter les bacs non accessibles à un point de collecte desservi par le camion de collecte et les ramener après la collecte à leur point initial (contact avec le SITOM pour l'organisation de la collecte : 04.72.31.90.72).

Article 5 : remise en état

Le permissionnaire doit respecter les prescriptions techniques suivantes dans le cadre de la réfection : une remise en état à l'identique avec évacuation des déblais, apport de terre végétale et nivellement du sol.

Article 6 : information réglementaire

Les infractions au présent arrêté seront constatées par procès-verbaux, dressés par les forces de l'ordre et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 7 : utilisation des bornes de puisage

L'utilisation des poteaux incendie est réservée à l'usage exclusif des services incendie. Toute autre utilisation est totalement interdite. Trois bornes de puisage sont situées en bordure de voirie et réservées, sans compter, pour des travaux publics de Voirie Réseaux Divers.

Article 8 : recours

Un recours contentieux peut être déposé auprès du tribunal administratif territorialement compétent, dans le délai de deux mois à compter de sa mise en ligne. Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

Article 9 : ampliation

Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur Le Commandant de la brigade de gendarmerie de Brignais, la Police municipale et tous les agents de la force publique chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté ; et au SDMIS, au SITOM, TRANSDEV, SUEZ.

Fait à Brignais, le 2 avril 2026
La conseillère municipale déléguée,
Solange VENDITTELLI,

Mise en ligne le : - 2 AVR. 2026

